# Réforme des retraites : des cadres de la CGT des Bouches-du-Rhône veulent « amplifier la lutte » et « ruiner » les puissants

Devant les raffineries des Bouches-du-Rhône, jeudi, les responsables du syndicat ont rassemblé plusieurs centaines de militants. L’objectif : « bloquer l’économie », si nécessaire, en commençant par les sites critiques de l’économie française.

Par Luc Bronner(Martigues (Bouches-du-Rhône), envoyé spécial)

Les immenses citernes de stockage de pétrole sont en arrière-plan. Les raffineries de Martigues et de Fos-sur-Mer tournent normalement. Mais pour combien de temps ? Les cadres de la CGT des Bouches-du-Rhône ont organisé un meeting devant l’un des ronds-points d’accès à la plate-forme pétrolière de Lavéra, à Martigues, jeudi 26 janvier, pour galvaniser leurs troupes et affirmer leur volonté de durcir le mouvement contre la réforme des retraites du gouvernement. Jusqu’à « bloquer l’économie », si nécessaire, en commençant par les sites critiques de l’économie française.

Après la large journée de mobilisation du 19 janvier et dans l’attente du [prochain rendez-vous de la lutte contre la réforme, mardi 31 janvier](https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/01/25/retraites-les-syndicats-appellent-les-francais-a-se-mobiliser-encore-plus-massivement-le-31-janvier_6159313_823448.html), la grève a repris ce jeudi un peu partout en France, de façon sporadique, pour vingt-quatre à quarante-huit heures, dans les raffineries, mais aussi les ports et les centrales EDF.

A Lavéra, ils sont plusieurs centaines de militants CGT, la plupart dockers, salariés de l’énergie, de la chimie ou de la pétrochimie, serrés sous le froid et le soleil pour écouter les responsables de la confédération s’exprimer contre une réforme « injuste et injustifiée » et, plus largement, dans des discours très politiques, pour « refuser un modèle de société dont on ne veut pas ».

« Je suis d’une génération qui n’a connu que les reculs sociaux. Aujourd’hui, il y a quelque chose qui est en train de se passer dans le pays », a affirmé, devant la foule, Renaud Henry, secrétaire général de la filière énergie dans les Bouches-du-Rhône. « On voit que le monde de la finance n’a plus aucune limite, plus aucune honte, a-t-il poursuivi. C’est un capital agressif, c’est un capital qui, si on ne l’arrête pas, nous prendra tout. On va les mettre à genoux parce que sans nous, ils ne sont rien. On est des millions, eux ils sont une poignée. Il faut ancrer la grève de partout. »

## Partage des richesses

L’union départementale des Bouches-du-Rhône est réputée figurer parmi les plus revendicatives de la confédération. Le silence se fait quand le patron des dockers de Fos-sur-Mer, Christophe Claret, prend la parole : « Après le confinement, la restriction des libertés, on a eu droit à la guerre, à l’inflation, ce qui se traduit en France par les coups donnés par le gouvernement aux travailleurs et travailleuses du pays. » Les mots d’Elisabeth Borne évoquant la « justice sociale » sont sifflés lorsque s’exprime le chef des dockers : « Honte à vous ! La justice sociale, madame Borne, c’est la retraite à 60 ans avec trente-sept années et demie de cotisation. La justice sociale, c’est la retraite à 55 ans pour les métiers pénibles. La justice sociale, ce sont des services publics de qualité, notamment nos hôpitaux et nos écoles publiques. »

Dans les discours, la figure des milliardaires apparaît comme un repoussoir, l’incarnation d’une fracture sociale et politique

« Il n’y a aucune justice sociale à mourir au travail », a répété Christophe Claret. « Leur choix politique, c’est de faire crever les travailleurs au boulot alors que les caisses du patronat sont pleines, a ajouté Cécile Velasquez, de la fédération des organismes sociaux. C’est pour cela que nous devons continuer et amplifier les luttes. » Les mesures d’accompagnement, notamment le minimum des pensions à 1 200 euros ? « De la vaseline », a tranché la responsable cégétiste, sous les applaudissements d’une foule majoritairement composée d’hommes, en interrogeant : « Qui peut aujourd’hui vivre dignement avec 1 200 euros ? »

La clause du grand-père, cette disposition qui protège les salariés les plus anciens des nouvelles mesures ? « Ils savent ce que c’est un grand-père, eux ?, a cinglé Olivier Mateu, le secrétaire général de l’union départementale, opposant déclaré et candidat à la succession de Philippe Martinez, le patron de la CGT. Vous voulez qu’on leur parle de nos grands-pères ? Ceux qu’on a vus avec le dos cassé ? Ceux qu’on a vu cracher des mollards noirs comme le goudron ? Ils le connaissent ça, eux ? C’est le cholestérol qui les mange, eux, tellement ils se gavent de foie gras. »

Dans les discours, la figure des milliardaires apparaît comme un repoussoir, l’incarnation d’une fracture sociale et politique. Dans les mots des militants, la contestation ne se limite pas à la réforme des retraites. C’est la question du partage des richesses qui est posée. « Les assistés de notre société, ce sont eux, eux qui s’approprient toutes les richesses créées par les travailleurs, dénonce Christian Claret, au nom des dockers. L’heure est au combat, l’heure a sonné de reprendre les richesses créées par les salariés. »

M. Mateu évoque les milliards d’euros d’aides publiques aux entreprises, les milliards de l’évasion fiscale et les milliards de dividendes : « Les mêmes qui ferment les usines, qui nous font travailler dans des conditions pourries, ils arrivent à expliquer que les chômeurs, les précaires, ce sont des parasites, des profiteurs. Mais qui va se partager 80 milliards d’euros de dividendes ? Est-ce que ce sont les chômeurs et les précaires ? Est-ce que c’est vous, vous qui avez créé ces richesses ? Ce sont la poignée de milliardaires qui se goinfrent depuis des décennies ! » Le leader syndicaliste en fait un objectif politique et un argument d’union sacrée : « Sans nous, ils ne sont rien, ils ne valent rien. Camarades, on va tout leur reprendre. »

## « Un plan de lutte qui monte crescendo »

Les militants du port de Fos-Marseille ont décidé de ne plus effectuer d’heures supplémentaires et de ne pas prendre de « shifts » exceptionnels pour commencer à ralentir les activités portuaires en dehors des journées d’action. Les fonctionnaires territoriaux sont appelés à retarder les procédures d’appels d’offres pour perturber le BTP. Des préavis de grève allant d’« une minute à vingt-quatre heures » ont été déposés dans le département pour rendre possibles des formes de mobilisation variées. Des syndicalistes du secteur de l’énergie ont annoncé vouloir faire profiter de tarifs réduits les boulangers sur Marseille. L’objectif affiché ? Rendre le mouvement plus populaire. « Nous sommes les Robins des bois de l’énergie », a résumé à la tribune Sébastien Saint-Germain, un responsable de la confédération.

Les échecs de précédents mouvements sociaux incitent les syndicalistes à prévoir un durcissement des actions au-delà des manifestations ponctuelles, comme celle du 19 janvier, avec plus de 26 000 manifestants à Marseille, selon la préfecture, 140 000 selon les syndicats. « Une succession de journées massives de mobilisation ne sera pas suffisante pour faire reculer le gouvernement, on l’a appris dans notre histoire sociale récente, les camarades. Donc, on a décidé d’un plan de lutte qui monte crescendo, progressivement, pour aller à l’arrêt de l’économie ! », a expliqué Emmanuel Lépine, secrétaire général de la fédération nationale des industries chimiques, évoquant l’hypothèse d’une grève reconductible et d’un arrêt des raffineries à partir du 6 février. Avec des accents politiques assumés : « C’est en 2023 qu’on fait la révolution ! »

Olivier Mateu a répondu par avance aux critiques sur les risques d’un éventuel blocage de l’économie. « Les médias, qu’est-ce qu’ils nous disent ? “Ce n’est pas bien de bloquer le pays, travailleurs ne vous mettez pas en grève, il va y avoir des pénuries”. Dix millions et quelques de pauvres, la pénurie pour ceux-là, c’est du 1er au 31 ! » Le blocage est décrit aux militants comme une étape presque inévitable dès lors que le gouvernement ne renonce pas.

« Ça va servir à quoi ? A faire que le grand patronat prenne son téléphone, appelle Macron et lui dise : “Frère, pour ce que tu veux nous faire gagner là, tu es en train de nous en faire perdre le double, le triple, le quadruple” », a poursuivi le patron de la fédération. Il promet d’aller « jusqu’au bout ». Et lance un avertissement au reste du monde syndical : « C’est pas au gouvernement, ni même à l’intersyndicale, de décider où nous devons nous arrêter. » La foule l’acclame : « On va les ruiner, camarades, on va les ruiner ! » En fumant une cigarette, une fois le meeting terminé, Olivier Mateu confirme sa stratégie avec une autre image : « Il faut les toucher là où bat leur cœur : au porte-monnaie. »